

Joseph S. Nye Jr., *Bound to Lead; The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990

Albert Desbiens

Number 15, Fall 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002117ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002117ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Desbiens, A. (1990). Review of [Joseph S. Nye Jr., *Bound to Lead; The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990]. *Cahiers de recherche sociologique*, (15), 127–129. <https://doi.org/10.7202/1002117ar>

Comptes rendus

Joseph S. Nye Jr., *Bound to Lead; The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

Un des débats majeurs qui ont marqué le monde intellectuel américain au cours des dernières années, avec parfois des échos dans le grand public, a été celui opposant la thèse du déclin à celle de la revivification. Chacun s'y est employé à déterminer dans quelle mesure, après avoir gagné la Deuxième Guerre mondiale et la guerre froide, les États-Unis risquent d'abandonner les fruits de ces victoires au Japon, à l'Allemagne ou à l'Europe dans son ensemble, à la suite de ce qui apparaît à tous comme une diminution relative du pouvoir américain.

À la question de savoir si le déclin des États-Unis est inévitable ou non, on ne peut pas répondre, comme à propos d'un événement passé, il fut. La question est encore ouverte et le débat engagé. Si on ne peut profiter, à ce propos, de la vision rétrospective des historiens, l'histoire peut nous enseigner beaucoup sur les facteurs et les explications du déclin à partir des expériences passées. C'est d'ailleurs l'historien Paul Kennedy qui a contribué au débat de la façon la plus percutante avec *The Rise and Fall of the Great Powers* (1988).

Kennedy y examine l'histoire des grandes puissances, l'Espagne du XVI^e siècle, la Grande-Bretagne de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle par exemple, pour tenter de définir un modèle d'expansion et de contraction des empires. Pour assurer leur domination, explique Kennedy, les grandes puissances doivent consacrer une part de plus en plus importante de leurs ressources à la sécurité militaire et deviennent même, par surextension impériale, incapables de protéger simultanément tous leurs intérêts et de respecter tous leurs engagements de par le monde. Il s'ensuit un déclin économique qui sape la base même de la puissance impériale.

La thèse de Kennedy a été très populaire. Il faisait chic d'avoir lu son livre ou de prétendre l'avoir lu. Plusieurs ouvrages de la même eau ont stimulé encore le débat (David Calleo, *Beyond American Hegemony* (1987) Walter Russell Mead, *Mortal Splendor* (1987)). Nous en sommes actuellement au ressac. La réplique s'est organisée en bonne partie autour de Joseph S. Nye, qui, lui aussi, fait figure de proue. Spécialiste des relations internationales et de l'analyse politique, il aborde la question en examinant d'abord les concepts de pouvoir et de déclin avant

d'analyser la position des États-Unis par rapport aux autres puissances et de se prononcer sur leurs perspectives d'avenir.

Sa définition du pouvoir comme habileté de manoeuvrer à travers des réseaux complexes d'acteurs et de réaliser ses objectifs, en un mot de contrôler les résultats, est correcte. De la même façon, le jugement qu'il porte sur le pouvoir des États-Unis en termes de ressources naturelles, de force militaire, de vitalité économique, d'avance technologique et d'impact idéologique apparaît fondé. Confirmation est donnée par les récents événements du Golfe qui font ressortir le pouvoir hégémonique indiscutable des Américains. Nye est d'accord avec Kennedy sur la primauté du facteur économique et il est même d'accord que le pouvoir des États-Unis a relativement décliné au cours des dernières décennies. Là où les deux auteurs divergent, c'est sur le diagnostic. Pour Nye, l'aune à laquelle on a mesuré le déclin américain, les années de l'immédiat après-guerre, a faussé les perspectives: ces années exceptionnelles au cours desquelles les Américains auraient réussi n'importe quoi ne peuvent servir de point de comparaison. On ne peut qu'avoir décliné depuis ces années exceptionnelles. Notons cependant que l'année de référence suggérée par Joseph Nye, 1938, année de début de la sortie de crise, n'apparaît guère comme un choix plus judicieux, sauf justement pour étayer la thèse opposée à celle de Kennedy. L'"erreur" de Kennedy est retournée sur la tête.

Le grand attrait de l'ouvrage de Nye réside, à notre sens, dans sa capacité de représenter ce qui apparaît comme une réponse officielle de l'establishment au pessimisme de Kennedy. Pessimisme par ailleurs exagéré par les lecteurs, commentateurs et observateurs. Kennedy n'annonçait pas le déclin inéluctable, il disait que le déclin se poursuivrait si des correctifs n'étaient pas apportés. Tout en reconnaissant qu'il y a des problèmes, Nye se rattache à la tradition optimiste américaine. Les États-Unis, selon lui, ont suffisamment de ressources, de flexibilité, de créativité, de "soft power" (influence culturelle, idéologique) pour conserver leur leadership à condition bien sûr, il n'est pas aveugle, de régler des problèmes importants comme la dette, le déficit commercial, le piètre état du monde de l'éducation, etc. Il se veut trop rassurant cependant et son optimisme fondamental devient une faiblesse lorsqu'il ne distingue pas entre pouvoir et exercice du pouvoir. Nye demande de croire dans la qualité du leadership américain, que les bonnes décisions seront prises, que les gaffes diplomatiques seront réduites au minimum. Il oublie trop à notre sens que l'empire américain, même exercé au nom des Nations unies, aura un impact considérable sur les finances américaines. Nye nous demandait de croire en quelque sorte à un dividende de la paix qui ne se matérialisera pas. Les opérations du Golfe n'aideront pas à résoudre les difficultés américaines. La surextension impériale continue malgré le retrait soviétique. Dans la vision de Nye il faut éviter de se retrancher car c'est la plus sûre façon de décliner. Il faut continuer à diriger les affaires mondiales. Dans le mot "bound" du

titre il y a bien sûr l'idée de destin, mais aussi celle du titan Prométhée enchaîné à son rocher.

Albert DESBIENS
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

Dorval Brunelle et Christian Deblock, *Le libre-échange par défaut*, Montréal, VLB, 1989.

Dorval Brunelle et Christian Deblock proposent une analyse de la politique économique canadienne et des relations du Canada et du Québec avec les États-Unis. Face à l'échec, à maintes reprises appréhendé, de la politique de centralisation au Canada, ils identifient une seule avenue: la continentalisation de l'économie et même son intégration totale. À ce propos ils notent:

Le Canada représente vraisemblablement la forme la plus avancée d'enchevêtrement social, politique et économique entre l'américanisation et la résistance plus ou moins passive à l'américanisation. L'omniprésence américaine est telle d'ailleurs qu'on peut être en droit de se demander s'il y a autre chose qui caractérise la canadienité en dehors de cette réticence à l'endroit de l'influence américaine (p. 31-32).

Les questions sont simples: le Canada et le Québec peuvent-ils survivre en tant que nations autonomes dans le cadre géo-politique qui est le nôtre? Qu'en est-il du nationalisme pan-canadien? Dans quelle mesure le sentiment national de nos compatriotes canadiens-anglais repose-t-il sur une résistance à l'assimilation nord-américaine? "L'américanité" laisse-t-elle survivre les différences?

Notons au passage que l'opposition au libre-échange, chez les Canadiens anglais, repose sur l'idée de l'existence d'une culture canadienne autonome. Dans un texte publié dans la revue *Spirale* (février 1989), Dorval Brunelle notait que, dans la situation de défense du Canada et de sa souveraineté nationale, le Québec et avec lui la notion des deux peuples fondateurs disparaissaient. En somme, la question du Québec, dans l'opposition au libre-échange et la résistance à la continentalisation, se trouve toujours escamotée. La scène est occupée par la seule entité nationale qui en vaille la peine: le Canada, où les différences culturelles ou ethniques, même majeures, ne parviennent pas à faire oublier la recherche d'harmonie et d'autonomie nationale.

Dorval Brunelle et Christian Deblock démontrent qu'avec l'échec de la politique d'unification du Canada en une globalité homogène la tentative